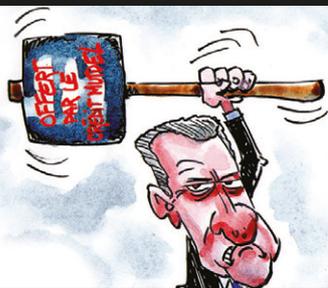


Edition spéciale

• octobre 2017 / CPPAP : 0715 S 07535 / HORS SÉRIE

PREMIER RÔLE / PAGE 3

Merci, Nicolas !



COMMUNIQUÉ FILPAC CGT / PAGE 4

Vos journaux en danger ! Agissons pour sauvegarder notre presse



L'ÉDITO

La presse d'information politique et générale n'est pas un produit de consommation comme un autre

La presse d'information politique et générale n'est pas un produit de consommation comme un autre. Elle permet à chaque citoyenne et chaque citoyen de s'informer et d'analyser l'actualité économique, sociale et politique qu'elle soit locale, nationale ou internationale.

Elle est un élément essentiel à la vie de notre démocratie et participe à sa vigueur. Ce n'est pas pour rien que les régimes dictatoriaux, les extrémistes de tout poil s'en prennent systématiquement à cette liberté fondamentale qu'est la presse écrite et pluraliste.

Le Crédit mutuel, qui possède notamment l'ensemble des titres de presse quotidienne régionale de Lorraine et d'Alsace, vient de décider de réduire considérablement la capacité d'informer les régions concernées par sa volonté de détruire une partie des imprimeries et des autres secteurs d'emplois de vos journaux.

La bataille qui s'engage n'est pas anodine ! Élu(e)s locaux, régionaux, entreprises de nos localités, services publics, citoyennes et citoyens, tous ont intérêt à conserver et développer un journal de qualité permettant de relayer les initiatives locales et de rester ce lien social indispensable au service des lecteurs.

La vision élitiste du nouveau patron du Crédit mutuel, très éloignée par ailleurs des valeurs portées par cette institution bancaire historique, amène à la négation même de ce qui fait la richesse de nos territoires, à savoir leur identité et leurs caractéristiques propres.

La destruction d'emplois et d'outils industriels qu'il s'apprête à faire aura des conséquences lourdes sur la survie de vos éditions locales.

La mobilisation des salarié(e)s, qui au quotidien vous informent, doit trouver écho dans la population et auprès des sociétaires de cette banque afin que ce nouveau dirigeant « autiste » arrête sa politique de casse de vos journaux et investisse fortement pour développer une information quotidienne de qualité, aussi bien sur papier que sur supports numériques.

Aidez-nous à sauver vos journaux et à développer une information locale toujours plus proche de ses lecteurs. ●

CONTEXTE

DES CLEFS POUR COMPRENDRE COMMENT SAUVER SON JOURNAL ET DÉFENDRE UNE INFORMATION DE QUALITÉ !

EBRA : LA RESTRUCTURATION S'ORGANISE!!!

2 MODÈLES AU CHOIX.
LICENCIEMENTS SECS OÙ VOLONTAIRES!!



« Audience », c'est le maître mot de la nouvelle génération de dirigeants de la presse régionale. Seul le résultat de l'audience de la marque du journal, sous toutes ses formes, compte pour générer le plus de gains publicitaires possible.

P eu importe si l'information délivrée est vérifiée, qu'elle réponde ou non à des critères de qualité journalistique, ce qui prime c'est la valorisation d'un support d'information en un support de rentabilité immédiate générateur de cash. Le résultat de la diffusion est désormais amplifié par ses multiples taux de « circulation » (nombre de lecteurs pour un même journal), de « reprise en main » (nombre de consultations

CONTEXTE

➤ quotidiennes d'un journal par un lecteur), et bien entendu par la comptabilisation de la lecture numérique. L'ensemble constitue donc « l'audience », et permet de forger « la marque », nouveau mètre étalon stratégique. La marque est commercialisée en papier, en numérique, en événementiel et en produits les plus divers.

Cette stratégie de valorisation peut trouver sa légitimité, à condition qu'elle ne s'accompagne pas d'une perte de repères. Au départ, il y a du papier, qui circule de main en main, et dont le contenu est adapté pour le web. Sans papier, point d'audience, point de marque !

Pourtant, la situation financière des groupes de Presse s'améliore globalement.

Mais, au dire des actuels dirigeants de presse, l'argent manquerait pour faire face aux enjeux (investissements, recrutements, formation etc.) de la « mutation », transition du papier vers un nouveau modèle qui tarde terriblement à trouver sa rentabilité.

Comble de l'ironie lorsque l'on sait que les titres de presse appartiennent soit à des banques comme le Crédit mutuel ou le Crédit agricole dont les profits explosent, soit au club fermé des milliardaires dont la fortune ne cesse de croître.

Alors il leur faut trouver des moyens d'augmenter la sacro-sainte productivité tant recherchée par le patronat adepte du libéralisme, par l'augmentation du prix de vente et par des économies dans les coûts de production. Avec, au final, des risques évidents de pénalisation de la diffusion : un journal plus cher, plus léger en pagination, de moins en moins diversifié en éditions !

Au bout du compte : des projets de réduction de voilure en impression comme dans les secteurs éditoriaux. Des rotatives sous bâche (*Voix du Nord*), voire des centres d'impression appelés à disparaître (à Mulhouse et à Metz).

À Metz (*le Républicain lorrain*), les équipes syndicales de la FILPAC CGT sont confrontées au projet de fermeture du centre d'impression, et de regroupement de l'impression avec celle de *l'Est Républicain* à Nancy.

Elles travaillent, épaulées par des experts, à une alternative au projet mortifère du Crédit mutuel. Une proposition inscrite dans la réalité économique du journal qui connaît certaines difficultés économiques liées aux choix hasardeux des actionnaires passés et présent, impactant fortement la diffusion, justifie des investisse-

À Metz (*le Républicain lorrain*), les équipes syndicales de la FILPAC CGT sont confrontées au projet de fermeture du centre d'impression, et de regroupement de l'impression avec celle de *l'Est Républicain* à Nancy.

EBRA: EN ROUTE VERS LA PENSÉE UNIQUE!!!



C'est donc une lutte projet contre projet, dans laquelle le Crédit mutuel fera le choix soit d'un journal au service de l'information et de ses lecteurs, soit celui de gains immédiats pour la quatrième banque française au détriment de l'emploi.

EBRA: DISLOCATION DE LA PRESSE RÉGIONALE!!!



➤ ments sur de nouvelles rotatives plus modernes et dont la souplesse technologique permettrait l'impression d'un journal de qualité et une plus grande diversité éditoriale.

À l'inverse, l'examen du projet du liquidateur d'emplois embauché par le Crédit mutuel, de regroupement de centres d'impression, permet toujours de dégager un même constat : ils complimentent terriblement, voire suppriment les marges de manœuvre en bouclage, en pagination et en édition. Autant dire que la diffusion a peu de chances d'être défendue et le lecteur d'avoir une information de qualité...

La faisabilité technique de notre projet alternatif est soigneusement travaillée. L'investissement requis (acquisition d'un nouveau CTP, nouveaux paramétrages au prépresse etc.) est chiffré à un peu moins de 1,5 M€. Il apparaît largement à portée, d'autant qu'il serait compensé par des cessions pour 1 M€ de matériels devenus inutilisés, sans compter avec des possibilités nouvelles autour des locaux du journal.

L'intérêt est multiple. Stratégique d'abord : ne pas céder à la tentation de décisions définitives dans un environnement incertain ! Économique : le journal retrouve les standards professionnels de coûts d'impression. Commercial : la capacité couleur est augmentée et la bichromie est substituée au noir et blanc, là où précédemment on ne savait pas faire. Social enfin : le nombre de suppressions de postes prévu est divisé par cinq, et l'accompagnement des départs ne se réalise plus dans l'urgence et indistinctement.

C'est donc une lutte projet contre projet, dans laquelle le Crédit mutuel fera le choix soit d'un journal au service de l'information et de ses lecteurs, soit celui de gains immédiats pour la quatrième banque française au détriment de l'emploi. ●

PREMIER RÔLE

MERCI, NICOLAS !

LIBERTÉ D'EXPRESSION : LE CRÉDIT MUTUEL " DÉMONTE " SON PÔLE PRESSE !!!



Nicolas Théry, ce nom ne vous dit peut-être pas grand-chose, mais vous allez apprendre à le connaître...

Un parcours syndical et bancaire !

Énarque, il est devenu très rapidement Conseiller chargé des affaires bancaires (1997) dans le cabinet d'un certain DSK, alors ministre de l'Économie. Quelques années plus tard, il croise la route de Nicole Notat, alors secrétaire générale de la CFDT, syndicat dans lequel il va suivre les questions économiques. Après quelques années au service de ce syndicat... « consensuel », il choisit de rejoindre le Crédit mutuel pour en devenir le président sept ans plus tard. Il remplace à cette occasion Michel Lucas qui était en charge du pôle presse du Crédit mutuel : *l'Alsace* à Mulhouse, *les Dernières Nouvelles d'Alsace* à Strasbourg, *le Dauphiné libéré* à Grenoble, Est Bourgogne Média (*le Journal de Saône et Loire* et *le Bien Public*) à Dijon, *le Progrès* de Lyon, *la Tribune-le Progrès*

à Saint-Etienne, *l'Est Républicain* et *Vosges Matin* à Nancy et *le Républicain lorrain* à Metz.

Les vieilles recettes patronales saignent les journaux

La diffusion cumulée de tous ces titres d'EBRA (Est Bourgogne Rhône-Alpes) fait de ce conglomérat médiatique le premier groupe de presse régionale en France et déjà, sous le règne de Michel Lucas, les suppressions d'emplois ont vite été à l'ordre du jour. Mais les vieilles recettes patronales qui consistent à baisser la masse salariale et à générer des économies à tout va n'ont pas fonctionné.

Pourquoi ? Parce que « la banque à qui parler » n'a pas fait le choix du développement et de l'investissement.

Comme toute la presse en France, les titres détenus par le Crédit mutuel ont subi de plein fouet les conséquences de la baisse de la diffusion et des recettes publicitaires.

Quand, dans le même temps, les patrons de presse choisissent l'appauvrissement du contenu éditorial des journaux, opposent le support numérique au support papier et refusent d'investir dans des outils modernes d'impression, les conséquences sont immé-

Si le Crédit mutuel n'a pas acheté le groupe EBRA pour le développer et investir dans une presse libre et démocratique au plus proche de ses clients, pourquoi l'a-t-il fait ?

diates en termes de chiffre d'affaires. Comme dans *le Malade imaginaire* de Molière, à force de saigner le malade, on le tue !

La tête change, les mêmes méthodes persistent

L'arrivée de Nicolas Théry a précipité le départ de Michel Lucas en tant que responsable de la presse au profit d'un certain Philippe Carli. Sans établir le CV complet de ce nouveau responsable presse du Crédit mutuel, son passage dans le groupe Amaury (*l'équipe*, *le Parisien*, *Aujourd'hui en France...*) n'a pas laissé que de bons souvenirs. Fermetures d'imprimeries, casse d'emplois et de statuts, ont été le quotidien des salariés du groupe.

Son arrivée aux commandes d'EBRA, le 18 septembre dernier, a été précédée d'annonces diverses et variées en particulier la fermeture des imprimeries du *Républicain lorrain* et du journal *l'Alsace* : 130 suppressions d'emplois prévues et ce n'est qu'un début.

Nicolas Théry n'a pas choisi Philippe Carli pour faire dans la dentelle...

Renouer avec le lectorat

La CGT, via sa fédération FILPAC qui couvre entre autres tout le secteur de la presse, ne se résigne pas à rester spectatrice de ce désastre annoncé. Il y a d'autres alternatives aux destructions d'emplois.

Au journal *l'Alsace* comme au *Républicain lorrain*, la FILPAC a travaillé sur des contre-propositions incluant l'investissement et le développement des titres. Les projets portés par notre syndicat reposent sur l'idée d'une presse pluraliste, de proximité et proche de la population. En effet, un projet de développement ambitieux et pérenne doit reposer sur un réseau de correspondants reconnus et mieux rémunérés, étroitement liés aux rédactions locales. Il en va de même pour la distribution et l'impression des titres. Les points de vente ne peuvent plus s'éloigner encore des centres d'impression si nous voulons garder la densité du réseau de vente nécessaire. Idem pour les porteurs de presse à domicile qui ont pour mission de permettre aux abonnés de recevoir leur quotidien le plus tôt possible.

Alors « Merci, Nicolas » si...

Sans moyens humains et matériels, cela est impossible à concevoir. Avoir la chance d'être adossé à un groupe comme le Crédit mutuel, qui possède plus de 40 milliards d'euros d'actifs et qui réalise chaque année près de 3 milliards d'euros de bénéfice, et entendre qu'il n'y a pas les moyens nécessaires pour sauvegarder le pluralisme de la presse d'Alsace-Lorraine est insupportable. Si le Crédit mutuel n'a pas acheté le groupe EBRA pour le développer et investir dans une presse libre et démocratique au plus proche de ses clients, pourquoi l'a-t-elle fait ?

Nous n'acceptons pas que la banque mutualiste ait pris à bras le corps un joyau tel qu'EBRA uniquement pour des raisons mercantiles et de luttes d'influence et qu'elle n'investisse pas dans ce fleuron de la presse en région. Nicolas Théry et le Crédit mutuel porteront la lourde responsabilité de la destruction de la presse d'Alsace-Lorraine et le désastre social et économique qui s'ensuivra. ●

COMMUNIQUÉ FILPAC CGT

VOS JOURNAUX EN DANGER! AGISSONS POUR SAUVEGARDER NOTRE PRESSE

BUREAU FÉDÉRAL DE LA FILPAC CGT
MONTREUIL, 26 SEPTEMBRE 2017

La banque du Crédit mutuel veut nous persuader qu'elle appartient à ses clients. Si nous mettons clairement en doute ce slogan commercial, la FILPAC CGT reste intimement persuadée que les journaux d'Alsace-Lorraine appartiennent, eux, à leurs lecteurs.

Jamais la défiance envers les médias n'a été aussi importante et à juste raison parfois. La proximité de certains « journalistes » avec le pouvoir politique ou financier et la priorité faite par les différents médias aux faits divers masquant l'insécurité sociale activent largement ce sentiment de défiance. Jusqu'ici, la presse quotidienne régionale et départementale échappait à cette logique et se différenciait des autres grands médias par la proximité avec ses lecteurs et la qualité des informations qu'elle diffusait. Le Crédit mutuel, « La banque à qui parler », prétendument banque « mutualiste », propriétaire de l'ensemble des titres de la façade Est de notre pays, a décidé d'en finir avec ce concept de journaux d'informations locales. Qu'une banque possède des titres d'information soulève déjà nombre d'interrogations au regard de l'indépendance éditoriale mais le doute n'est plus permis quand son projet amène à la destruction pure et simple de journaux historiques qui irriguent nos territoires. Le Crédit mutuel, en devenant l'éditeur de presse régionale le plus important de l'Hexagone a transformé, au prix de centaines de suppressions d'emplois, les neuf entreprises de presse écrite lui appartenant en un vaste réseau d'influence et de développement marketing pour ses propres enseignes. Son nouveau projet se résume désormais à la fermeture de sites d'impression, la réorganisation des services de rédaction et la fusion

de titres afin de réduire encore et de façon plus drastique les effectifs du pôle presse du Crédit mutuel quitte à accélérer encore la baisse de la diffusion. De l'aveu même de la nouvelle direction, lors de réunions officielles avec les élus du personnel, la perte de milliers d'abonnés et la baisse massive de diffusion des journaux papier n'est pas un problème, l'important, c'est l'audience et la valorisation de la marque. Le Crédit mutuel, historiquement implanté dans nos territoires, accélère la fin d'une presse utile au maintien du tissu économique indispensable en territoire et qui permet de développer du lien social. De plus, la proximité du débat démocratique et républicain qu'elle suscite, favorise le relais entre les citoyens et leurs élus locaux, départementaux et régionaux. Poursuivant l'uniformisation de l'information dans tous ses titres, le Crédit mutuel renforce son bureau journalistique parisien où sont

Le Crédit mutuel, en devenant l'éditeur de presse régionale le plus important de l'Hexagone a transformé, au prix de centaines de suppressions d'emplois, les neuf entreprises de presse écrite lui appartenant en un vaste réseau d'influence et de développement marketing pour ses propres enseignes.



Numéro réalisé par les équipes syndicales du pôle presse du Crédit mutuel d'Alsace-Lorraine et le pôle Communication de la FILPAC CGT.
Mise en pages Frédéric Joffre/ Illustrations de RUST
filpac cgt
Fédération des travailleurs des industries du Livre, du Papier et de la Communication
case 426 - 263, rue de paris - 93514 Montreuil cedex
Tél. : 01 55 82 85 74 / fax : 01 55 82 85 67
www.filpac-cgt.fr / filpac@filpac-cgt.fr

EBRA : BIENTÔT DES LICENCIEMENTS...



élaborées les mêmes informations générales. En effet, faisant fi du pluralisme et d'une information indépendante des pouvoirs politique et financier, le Crédit mutuel diffuse la même information de la frontière allemande aux portes de la Provence. C'est pourquoi le réseau des correspondants locaux, qui sillonnent nos territoires et contribuent encore à plus de 70% au contenu de l'information locale, est menacé à court terme, voire condamné.

Le nouveau dirigeant du Crédit mutuel, Nicolas Théry, énarque de formation, membre du cabinet de DSK au ministère de l'Économie, considère que l'avenir de la presse en Alsace et en Lorraine passe par l'effacement des identités locales au profit, à terme, d'un journal unique pour la région Grand-Est.

La FILPAC a un tout autre projet : celui de conserver les outils industriels (fabrication, impression et distribution) et d'investir sur l'avenir des titres en modernisant ces outils. Ses priorités

restent la sauvegarde d'une presse libre et pluraliste, le maintien de la proximité avec les lecteurs et la défense de tous les emplois. Ce projet est en totale opposition avec la logique bancaire et financière qui repose sur la fabrication de journaux à bas coût, loin des zones de diffusion et de distribution, quitte à imposer aux rédactions et correspondants locaux à rendre leurs copies de plus en plus tôt. Cette stratégie libérale, en plus d'appauvrir considérablement le contenu des journaux, accélérerait encore la désertification des régions par l'aggravation des difficultés économiques de nos bassins d'emplois. Plus que jamais, la défense de vos journaux repose sur la mobilisation de tous les citoyens.

La FILPAC CGT vous propose d'interpeller ensemble la banque « à qui parler » pour qu'elle renonce à son projet mortifère et qu'elle ouvre de véritables négociations afin de garantir les emplois et des journaux de qualité. ●